

## AMBASSADE DE FRANCE A MAURICE SERVICE ÉCONOMIQUE

Rédacteur : J. Chastenet

Août 2017

### Les investissements français à Maurice

*L'implantation des entreprises françaises à Maurice s'est accélérée au cours des dernières années et la France est devenue sans conteste le premier pays investisseur : 110 M€ en 2016 (soit le tiers du flux des IDE à Maurice), devant l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni, le Luxembourg, la Belgique, la Suisse, ... En nombre, la France est aussi en première position avec plus de 170 implantations (filiales, joint-venture, participations minoritaires, ...). Les investisseurs sont principalement des PME. Environ 13 000 salariés sont employés à Maurice par des entreprises dont les capitaux sont majoritairement français, principalement dans des activités de services (relations clients à distance, services informatiques, distribution, tourisme,...), mais aussi de production (bijouterie, maroquinerie, dispositifs médicaux,...). Fin 2015, le stock des IDE français était estimé par la Banque de France à près de 500 M€.*

**A/ Si on dénombre près d'une trentaine de grandes entreprises françaises présentes à Maurice, de nombreuses PME ont investi principalement dans des activités de service.**

On compte plus de 170 implantations d'entreprises françaises à Maurice, les plus anciennes étant Air France, Total et Lafarge, installées dans l'île respectivement depuis 1946, 1956 et 1959. Si majoritairement les investissements français sont le fait de PME, voire d'ETI, on relève la présence parmi les grandes entreprises françaises de :

- **Accor** : gestion de deux établissements hôteliers (marque Sofitel).
- **ADP Management** : participation dans Airport Terminal Operations Ltd, société concessionnaire du terminal de l'aéroport international.
- **Air France-KLM** : Air France et Air Mauritius (détenue à moins de 10% par la compagnie française) exploitent en commun tous leurs vols entre Paris et Maurice.
- **Albioma** : construction et investissement (avec des partenaires mauriciens) dans 3 centrales thermiques (195 MW au total, dont 2 centrales bagasse/charbon) + un incinérateur de centres
- **Altice** : centre d'appels et services administratifs pour les réseaux SFR et Numéricâble
- **Axa** : plateforme de services clients à distance (partenariat avec le groupe Rogers) + activité d'assurance de spécialités sur l'Afrique à partir de Maurice.
- **Bolloré** : investissement minoritaire dans une activité de transitaire (Somatrans SDV) en partenariat avec le groupe mauricien IBL
- **BPCE** : services bancaires aux entreprises et particuliers via l'établissement Banque des Mascareignes (12 agences), qui opère aussi à Madagascar.
- **Canal+** : programmes de télévision, services accès internet, centre d'appels (en partenariat avec le groupe mauricien Currimjee)
- **Casino** : via sa filiale réunionnaise Vindemia, le groupe de distribution dispose de 10 points de vente (2 hypermarchés + 8 supermarchés).
- **Club Méditerranée** : gestion de deux établissements hôteliers.
- **CMA CGM** : la compagnie maritime est en 3<sup>ème</sup> position sur le marché mauricien.

- **Colas** : BTP. 3 entités à Maurice, dont Transinvest Construction, et une JV avec le groupe mauricien Gamma (matériaux de construction).
- **Eiffage** : acquisition récente d'une petite entité spécialisée dans les travaux hydrauliques.
- **Engie** : actionnaire, à parité avec le groupe mauricien IBL, de Manser Saxon Contracting, entreprise spécialisée dans l'exploitation et la maintenance de bâtiments.
- **Gras Savoye** : courtier en assurances
- **JCDecaux** : publicité urbaine (via une entité sud-africaine acquise en 2015).
- **Lafarge** : le groupe franco-suisse dispose de deux implantations (ciment, béton), l'une en partenariat avec le groupe anglo-mauricien Taylor Smith, l'autre avec UBP (groupe IBL).
- **Legrand** : importation de matériel électrique.
- **Orange** : participation de 40% dans Mauritius Telecom + un centre d'appels dédiée au suivi de ses grands comptes + investissement dans un projet de réalité virtuelle.
- **Publicis** : production de campagnes publicitaires (clients en dehors Maurice).
- **Sapmer/Jaccar** : pêche et transformation de thons (3 entités, dont 1 en JV avec IBL).
- **Schneider Electric** : importation de matériel électrique.
- **Total** : partenariat avec les groupes mauriciens Currimjee et Harel Mallac. Dispose du principal réseau de stations-services.
- **Veolia** : exploitation d'une petite station d'assainissement depuis 2015.

A noter que certaines de ces entreprises disposent deux ou trois établissements à Maurice, dont certains avec le statut « off-shore ».

Nombreuses sont les sociétés françaises qui se sont implantées dans une démarche de délocalisation de services (centres d'appels, comptabilité, traitements de données, recouvrement de créances, solutions informatiques, ...), soit pour leur propre compte (ex : Axa, Amaris, BlueLink, Outremer Telecom, ...), soit pour le compte de clients (ex : Bipio, Euro CRM, Infomil, Linkbynet, ...), et d'optimisation fiscale (le niveau d'imposition est particulièrement avantageux : 15% « flat »). Lorsque l'activité de l'investisseur est uniquement « off-shore » (pas de facturation à des clients mauriciens), la filiale peut opter pour le statut de GBC1 (impôt sur les sociétés limité à 3%). Par ailleurs, certaines entreprises françaises utilisent Maurice comme base pour prospecter le marché de l'Océan Indien ou celui de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'est.

Certains domaines d'activité attirent plus particulièrement les opérateurs françaises, comme les TIC (services informatiques, édition de logiciels, ...) et la « relation clients à distance » ou BPO / Business Process Outsourcing. Les autres secteurs concernés sont la grande distribution (Casino, Super U, Monoprix, Intermarché, Mr.Bricolage, ...), le tourisme (Accor, Club Med, ...), l'énergie (Albioma, Quadran, Green Yellow, Akuo Energy, ...) ou des activités manufacturières comme l'horlogerie / bijouterie, la maroquinerie, les dispositifs médicaux (Burdet, Camille Fournet, Cheval Frères, Dalloz Industrie Lapidaire, Gainerie 91, Kasios, Longchamp, Max Sauer, Statice Santé, Vygon, ...).

Compte-tenu d'un manque récurrent de main d'œuvre qualifiée dans certains domaines, les opérateurs sont amenés à assurer des formations en interne et même parfois à créer leur propre centre de formation (une « Mauritius Telecom Orange Academy » a ainsi été ouverte en juin 2017).

Pour quelques implantations rattachées à une maison-mère localisée en France, l'investisseur ultime est étranger. On peut citer CFAO (filiale du japonais Toyota), Club Méditerranée (racheté par le chinois Fosun), SIKA France (filiale du groupe suisse du même nom) avec une activité de distribution de produits chimiques pour l'industrie ou le courtier Gras Savoye (contrôlé par l'américain Willis Towers Watson).

A l'inverse, JCDecaux s'est implanté à Maurice via sa filiale sud-africaine, suite à l'acquisition en 2015 de Continental Outdoor Media, et AXA vient de créer une entité à Maurice, rattachée à une filiale du groupe basée à Londres, spécialisée dans le secteur de l'assurance de spécialités en Afrique.

**B/ Les investissements réunionnais à Maurice représentent une part substantielle des implantations françaises.**

Pour une quarantaine de sociétés françaises implantées à Maurice, la maison-mère se trouve à La Réunion. Si la majorité de ces investissements sont le fait de PME/TPE (import/export, textile, services informatiques, biens d'équipements, ...), il convient de noter la présence de l'entreprise Sapmer (groupe JACCAR / famille de Châteauvieux), implantée à Maurice dans le secteur de la pêche (transformation de produits halieutiques, exploitation de bateaux de pêche) depuis 2008 avec 3 entités, dont Mer des Mascareignes Ltd (JV avec Seafood Hub Ltd / groupe IBL). Par ailleurs, le groupe Casino est présent à Maurice, via Vindemia, sa filiale réunionnaise.

La présence d'un correspondant du Club Export Réunion (hébergé dans les locaux de la CCI France Maurice) et l'installation récente d'une antenne du Conseil Régional a très certainement encouragé les entreprises de « l'île sœur » à se déployer plus avant à Maurice. Le Club Export Réunion, l'ADIR (Association pour le Développement Industriel Réunionnais) et Business Mauritius (équivalent du MEDEF à Maurice) ont décidé, en 2015, de créer une plateforme Réunion / Maurice dont l'objectif est de structurer et de dynamiser les relations économiques entre les deux territoires.

Depuis 2012, le Club Export Réunion, en association avec la CCI France Maurice, organise chaque année des rencontres entre les opérateurs économiques des deux îles, sur la thématique du développement durable. La 6<sup>ème</sup> édition des RDD doit se tenir à Maurice courant 2018.

**C/ Dans le domaine des investissements financiers, un des principaux groupes d'affaires mauriciens a récemment ouvert son capital à plusieurs fonds français.**

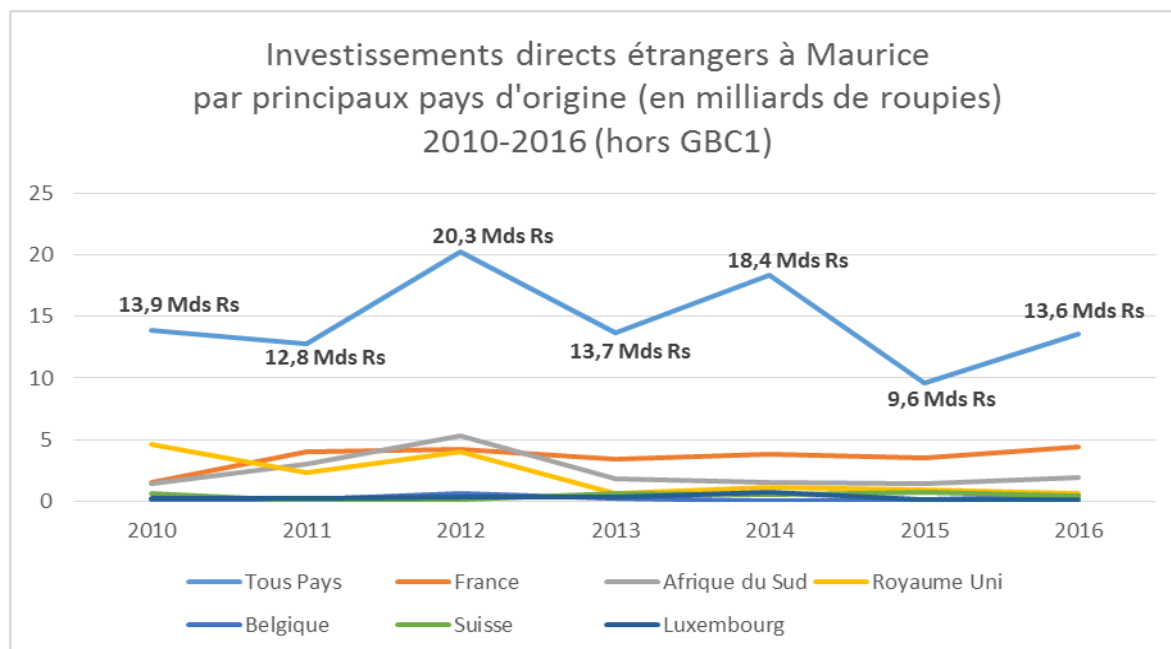
En vue d'accélérer son développement vers l'Afrique continentale, CIEL Ltd a ouvert son capital en 2014 à des fonds d'investissements français à travers l'émission de nouvelles actions. Ce groupe mauricien (un des tous premiers à Maurice, avec un CA de l'ordre de 470 M€ en 2016 et 27 000 salariés à travers le monde) est ainsi aujourd'hui détenu à hauteur de plus de 20% par plusieurs fonds, dont :

- FFP Invest (Peugeot Frères)
- Di Cirne Holding (Dentressangle Initiatives SAS)
- Adenia III (fonds piloté à partir de Maurice)
- Proparco, qui a accompagné ces investissements

Par ailleurs, Dentressangle Initiatives vient d'entrer de façon minoritaire au capital de SUN Ltd, filiale hôtelière du groupe CIEL, à la suite d'une levée de fonds lancée en avril 2017.

**D/ La France est le 1<sup>er</sup> investisseur à Maurice, mais – comme pour ses principaux concurrents – une partie substantielle des IDE est dirigée vers l'immobilier résidentiel.**

Les IDE français à Maurice (100 M€ en moyenne par an depuis 2010, selon la Banque Centrale de Maurice) représentent entre le quart et le tiers du flux annuel des IDE étrangers (hors investissements dans des structures « off-shore »), ces derniers s'élevant entre 250 et 450 M€ selon les années (*cf Annexe I*).



Source : Banque Centrale de Maurice

En dehors de 2010 (Royaume-Uni) et de 2012 (Afrique du Sud), la France est positionnée comme le premier investisseur à Maurice depuis 2009.

La Banque de France fait état d'un stock d'IDE français de 476 M€ à Maurice, à fin 2015.

Ces données tiennent compte des acquisitions réalisées par des particuliers français dans l'immobilier résidentiel et des investissements effectués par des entrepreneurs individuels (certains étant réunionnais), qui créent des TPE dans des domaines aussi variés que les TIC, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, la publicité, l'import-export, ... Il y existe une communauté très nombreuse et active d'entrepreneurs français qui se sont installés à Maurice, en association ou non avec des partenaires locaux, dont le dynamisme témoigne des opportunités du marché local et/ou régional. Avec de belles réussites (CIDP, Natec Medical, ProContact, ...), mais aussi quelques échecs !

Dans le cas particulier de l'immobilier résidentiel, on constate un engouement des Français – retraités, principalement – qui acquièrent des villas ou appartements avec les statuts PDS / « Property Development Scheme » (dispositif permettant d'obtenir un permis de séjour, mais pas nécessairement une résidence fiscale) dans des ensembles résidentiels, habituellement de haut standing. Les Français sont de loin les plus nombreux acheteurs, devant les Sud-Africains, les Britanniques, les Belges, les Suisses, les Russes, ... Ainsi, plus de 600 biens immobiliers auraient été achetés par des ressortissants français entre 2005 et 2016, avec une accélération notable du rythme des acquisitions depuis 2011 (selon une étude publiée en 2015 par le magazine *Challenges*, Maurice serait en 7<sup>ème</sup> position parmi les destinations préférées des Français pour leur retraite). Entre 2005 et 2015, l'immobilier aurait permis à Maurice d'engranger pas loin de 1 milliard €.

La promotion et le suivi des investissements étrangers à Maurice sont du ressort du BOI (« Board of Investment » - [www.investmauritius.com](http://www.investmauritius.com)), administration rattachée au Ministre des Finances et du Développement économique, qui devrait être intégré dans une nouvelle structure, l'Economic Development Board, à compter de fin 2017. Le BOI, qui dispose d'un correspondant en France depuis juin 2015, a prévu d'organiser une mission de prospection en France en septembre 2017.

**E/ La nouvelle convention bilatérale de promotion et de protection réciproques des investissements, signée en mars 2010, devrait prochainement entrer en vigueur.**

L'Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (API) entre la France et Maurice signé le 08/03/2010, qui doit se substituer à l'accord signé le 22/03/1973, est actuellement en attente de ratification par le Parlement français.

La longueur de la procédure s'explique par le fait qu'à la suite du traité de Lisbonne (\*), il a été nécessaire d'obtenir le « feu vert » de la Commission Européenne : ce n'est que le 04/07/2013 que le Comité des accords d'investissements de l'UE, concluant à la conformité de l'accord France-Maurice au droit de l'Union européenne, a donné son autorisation.

*(\*) Depuis la signature du Traité de Lisbonne, les IDE sont entrés dans le champ de la politique commerciale commune visée à l'article 207 du traité sur le fonctionnement de l'UE.*

**F/ Maurice a conclu des API avec plus d'une quarantaine de pays.**

Afin de promouvoir le pays comme plate-forme d'investissement (ou de réinvestissement), Maurice a multiplié la négociation de conventions avec des pays tiers (*cf liste des pays concernés en Annexe II*).

A ce jour, 44 accords de promotion et de protection des investissements ont ainsi été signés, dont 28 sont entrés en vigueur, notamment avec les pays de l'Union européenne (Allemagne, Finlande, Royaume-Uni, Belgique, Luxembourg, Portugal, République tchèque, Roumanie, Suède). En dehors de l'UE, Maurice est liée par de tels accords avec de grands pays émergents (Chine, l'Inde, Afrique du Sud, la Corée du Sud, Indonésie, Singapour, Turquie, ...) et plusieurs états du continent africain (Burundi, Côte d'Ivoire, Egypte, Madagascar, Mozambique, Sénégal, Tanzanie, Zambie, ...).

Des négociations seraient actuellement en cours avec une douzaine de pays, dont : Algérie, Bangladesh, Etats-Unis, Ethiopie, Malaisie, Ouganda, Tunisie, ...

Annexe I

**Investissements directs étrangers à Maurice par régions et pays d'origine  
2011 – 3 premiers mois 2017 (hors GBC1)**

Region /Economy	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Total world</b>	<b>12,894</b>	<b>20,373</b>	<b>13,766</b>	<b>18,497</b>	<b>9,677</b>	<b>13,648</b>	<b>2,041</b>
<b>Developed countries</b>	<b>7,637</b>	<b>10,493</b>	<b>7,429</b>	<b>11,841</b>	<b>6,330</b>	<b>7,176</b>	<b>1,252</b>
Europe	7,382	10,311	7,206	9,709	6,214	7,062	1,237
European Union 27	7,317	9,884	6,318	9,011	5,349	6,395	1,172
Belgium	93	598	204	77	112	434	83
Luxembourg	185	365	322	764	126	137	99
France	4,018	4,282	3,434	3,811	3,555	4,496	722
Germany	11	2	856	1,053	57	124	7
United Kingdom	2,312	4,076	620	1,106	908	633	185
Switzerland	56	159	610	573	730	420	58
Other	9	268	278	125	135	247	7
North America	255	182	223	2,132	116	114	15
United States	230	175	219	1,732	114	69	15
<b>Developing economies</b>	<b>5,257</b>	<b>9,854</b>	<b>6,274</b>	<b>6,656</b>	<b>3,347</b>	<b>6,468</b>	<b>789</b>
Africa	3,570	5,802	2,456	2,269	2,002	2,445	423
Reunion	246	146	168	141	104	44	3
South Africa	3,006	5,343	1,851	1,530	1,411	1,967	285
Other	318	313	435	598	487	434	135
Latin America and the Caribbean	189	19	97	913	84	45	-
South America	176	-	1	12	-	1	-
Central America	13	19	96	901	84	44	-
Asia and Oceania	1,498	4,033	3,721	3,474	1,261	3,978	366
Asia	1,347	4,030	3,586	3,455	1,232	3,907	366
West Asia	393	361	555	636	200	1,309	10
United Arab Emirates	393	336	488	617	152	1,022	10
South and East Asia	954	3,669	3,031	2,819	1,032	2,598	356
South Asia	518	728	363	448	85	45	3
India	510	691	353	421	85	45	3
East Asia	436	2,941	2,668	2,371	947	2,553	353
China	245	2,558	1,894	618	423	2,443	4
Other	191	383	774	1,753	524	110	349
Oceania	151	3	135	19	29	71	-
<b>Unspecified</b>	<b>-</b>	<b>26</b>	<b>63</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>

Source : Banque de Maurice

## Accords de promotion et de protection des investissements signés par Maurice

Partner Country	Date of Signature	Date of Entry into force
Germany	25.05.1971	27.08.1973
France	22.03.1973	01.03.1974
	08.03.2010	*
U.K and Northern Ireland	20.05.1986	13.10.1986
China	04.05.1996	08.06.1997
Mozambique	14.02.1997	26.05.2003
Pakistan	03.04.1997	03.04.1997
Indonesia	05.03.1997	28.03.2000
Portugal	12.12.1997	03.01.1999
South Africa	17.02.1998	07.10.1998
India	04.09.1998	20.06.2000
Switzerland	26.11.1998	21.04.2000
Czech Republic	05.04.1999	06.05.2000
Nepal	03.08.1999	*
Romania	20.01.2000	20.12.2000
Singapore	04.03.2000	19.04.2000
Swaziland	15.05.2000	*
Zimbabwe	17.05.2000	*
Benin	18.05.2001	*
Burundi	18.05.2001	22.11.2009
Ghana	18.05.2001	*
Mauritania	18.05.2001	*
Tchad	18.05.2001	*
Comores	18.05.2001	*
Guinea Republic	18.05.2001	*
Rwanda	30.07.2001	*
Cameroon	03.08.2001	*
Sénégal	14.03.2002	14.10.2009
Sweden	23.02.2004	01.06.2005
Madagascar	06.04.2004	29.12.2005
Barbados	28.09.2004	18.06.2005
Belgium/Luxemburg Economic Union	30.11.2005	16.01.2010
Republic of Korea	18.06.2007	09.05.2008
Finland	12 09 2007	17 10.2008
Tanzania	04.05.2009	02.03.2013
Republic of Congo	20.12.2010	15.12.2013
Kenya	07.05.2012	*
Turkey	07.02.2013	30.05.2016
Kuwait	18.04.2013	24.07.2014
Gabon	18.07.2013	*
Egypt	25.06.2014	17.10.2014
Zambia	14.07.2015	06.05.2016
United Arab Emirates	20.09.2015	*
Ivory Coast	20.04.2016	*
Sao Tome ansd Principe	06.05.2016	*

\* Accords en attente de ratification

Source : Ministère des Finances & du Développement économique - 2017